

Direction de la Commande Publique
Bâtiment MUSE
80, allée Ampère
38400 Saint Martin D'Hères
Courriel : marches.crous38@crous-grenoble.fr

Marché public de travaux

Travaux de rénovation de la résidence Ouest

2025-14

Procédure adaptée

En application de l'article R. 2123-1, 1° du code de la commande publique

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2 - DECOMPOSITION DU MARCHÉ	3
2-1-ALLOTISSEMENT	3
2-2-FORME DU MARCHÉ	3
ARTICLE 3 - GENERALITES	3
3-1-PIECES CONTRACTUELLES	3
3-2-PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE	4
3-3-ASSURANCES	4
3-4-AUTRES OBLIGATIONS	5
ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHÉ - DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
4-1-DUREE DU MARCHÉ - DELAI D'EXECUTION	6
4-2-MODIFICATION DU MARCHÉ	7
ARTICLE 5 – MODALITES D'ETABLISSEMENT DES PRIX	7
5-1-FORME DES PRIX	7
5-2-CONTENU DES PRIX	7
5-3-VARIATION DES PRIX	8
ARTICLE 6 – MODALITES DE REGLEMENT	8
6-1-REGIME DES PAIEMENTS	8
6-2-TVA	8
6-3-MODALITES DE REMISE DES DEMANDES DE PAIEMENT	9
6-4-CONTENU DES DEMANDES DE PAIEMENT	9
6-5-PERIODICITE DES PAIEMENTS	9
6-6-REPARTITION DES PAIEMENTS	9
6-7-DELAI DE PAIEMENT	10
6-8-INTERETS MORATOIRES	10
6-9-AVANCE	10
6-10-SURETES	11
ARTICLE 7 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	11
7-1-BONS DE COMMANDE	11
7-2-BONS DE COMMANDE	11
7-3-LIEU ET DATES D'EXECUTION	12
7-4-INTERVENANTS	12
7-5-ORDRES DE SERVICE	12
7-6-REGISTRE DE CHANTIER	12
7-7-DOMMAGES DIVERS CAUSES PAR LA CONDUITE DES TRAVAUX OU LES MODALITES DE LEUR EXECUTION	12
7-8-GESTION DES DECHETS	12
7-9-ESSAIS ET CONTROLE DES OUVRAGES	12
7-10- DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION	12
ARTICLE 8 - RECEPTION ET GARANTIES	13
8-1-RECEPTION	13
8-2-GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT	13
ARTICLE 9 - PENALITES	13
9-1-GENERALITES	13
9-2-PENALITES	13
9-3-PENALITES AUTRES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 10 - LITIGES ET DIFFERENDS	14
ARTICLE 11 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	14

Article 1 - Objet de la consultation

Travaux de rénovation dans les bâtiments de la résidence Ouest
Les travaux à effectuer concernent la rénovation des cuisines communes.

Liste des corps d'état :

Corps d'état 1 : PLÂTRERIE – CLOISONS – FAUX PLAFOND
Corps d'état 2 : MENUISERIES INTERIEURES – AGENCEMENT
Corps d'état 3 : CARRELAGE – FAÏENCE
Corps d'état 4 : SOL SOUPLE
Corps d'état 5 : PEINTURE
Corps d'état 6 : PLOMBERIE – CHAUFFAGE - VENTILATION

Article 2 - Décomposition du marché

2-1-Allotissement

Le marché fait l'objet d'un lot unique en raison de l'imbrication des types de prestations.

2-2-Forme du marché

La consultation donne lieu à un accord-cadre à bons de commande, en application des Articles R2162-1 à R2162-6 du Code de la commande publique, avec engagement maximum de 400 000 € HT sur la totalité du marché.

Article 3 - Généralités

3-1-Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

Pièces particulières :

- ▶ l'acte d'engagement ;
- ▶ le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- ▶ le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- ▶ le Bordereau des prix ;
- ▶ le mémoire technique ;
- ▶ les actes spéciaux de sous-traitance et leurs décisions modificatives.

Pièces générales :

- ▶ le Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- ▶ le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés de travaux dans son édition en vigueur à la date de consultation ;
- ▶ l'ensemble des normes françaises et DTU dans leur édition en vigueur à la date de consultation.

3-2-Protection de la main d'œuvre

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du maître d'ouvrage.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

3-3-Assurances

3.3.1 Assurance de responsabilité civile professionnelle

En application de l'article 8.1 du CCAG travaux, le titulaire du marché doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire d'un contrat d'assurance en responsabilité civile professionnelle au moyen d'une attestation qui devra préciser, outre l'identité de la compagnie ou de la mutuelle d'assurance, le numéro de police ou des polices et le montant des capitaux garantis par catégorie de risques.

Le contrat souscrit devra garantir l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, ou cotraitants si le titulaire est mandataire du groupement, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris au maître d'ouvrage du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux, objet du présent marché.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du maître d'ouvrage et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

3.3.2 Assurance des travaux

Le maître d'ouvrage n'a prévu pas de souscrire de police d'assurance dommage – ouvrages ou tous risques chantier.

3.3.3 Disposition diverses

- Absence ou insuffisance de garantie du titulaire

Le titulaire s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non courantes, ou sans avis technique, ou non agréées par les assureurs sans accord préalable et écrit du maître d'ouvrage et en toute hypothèse les surprimes qui en résulteraient éventuellement pour le maître d'ouvrage au titre des polices qu'il souscrit seront intégralement répercutées sur le titulaire concerné et recouvrées par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues au titre de son marché.

De même le titulaire supportera toute surprime éventuelle due à une absence de qualification professionnelle reconnue ou à une absence ou insuffisance de garantie.

- Sinistres :

En cas de sinistre en cours de chantier, le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants ne pourra s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs couvrant la responsabilité professionnelle des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article 1792-4 du Code Civil, des fournisseurs et du contrôleur technique.

L'entrepreneur ne pourra s'opposer à ce que ses assureurs ainsi que l'assureur de la police dommages - ouvrage constatent l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation après sinistre.

3-4-Autres obligations

3-4-1-Représentation du titulaire et obligations d'information relatives au titulaire

a) Représentation du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du maître d'ouvrage, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au maître d'ouvrage dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

b) Notification des modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

3-4-2-Groupement d'opérateurs économiques

Le membre du groupement d'opérateurs économiques désigné dans le marché comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement, vis-à-vis du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre, pour l'exécution du marché.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance des autres opérateurs du groupement.

En cas de défaillance du mandataire d'un groupement, les autres membres du groupement doivent en désigner un remplaçant parmi eux, à défaut, le membre exécutant la plus grosse part financière de prestations deviendra d'office le nouveau mandataire

3-4-3-Obligations relatives à la sous-traitance

Le titulaire d'un lot est habilité à sous-traiter ses ouvrages, provoquant obligatoirement le paiement direct du sous-traitant pour des prestations supérieures ou égales à 600 € TTC, sous réserve d'avoir fourni au maître d'ouvrage l'acte spécial de sous-traitance dûment complété, signé et accompagné des pièces demandées.

D'autre part, s'il intervient sur le chantier, le sous-traitant ne pourra exercer ses missions qu'après avoir adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque cela est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du code du travail.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le maître d'ouvrage notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient.

En cas d'acceptation de sous-traitance de second rang et plus, présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du maître d'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus. La non-production de cette caution emportera, dans les conditions définies dans le présent CCAP, résiliation du marché.

Conformément à l'article 50.3 du CCAG travaux, le recours à la sous-traitance sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement pourra être sanctionnée par la résiliation du marché pour faute du titulaire. Il en est de même si le titulaire a fourni, en connaissance de cause, des renseignements inexacts à l'appui de sa demande de sous-traitance.

4-4-Confidentialité et sécurité

a) Obligation de confidentialité

Le titulaire et le maître d'ouvrage qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que le maître d'ouvrage aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution du marché ;
- signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations du marché ;
- qui ont été communiqués au titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

b) Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le maître d'ouvrage, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'une décision modificative par les parties au marché.

Pour assurer cette protection, il incombe au maître d'ouvrage d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

Article 4 - Durée du marché - Délai d'exécution des prestations

4-1-Durée du marché - Délai d'exécution

La durée de validité du marché est la période à l'intérieur de laquelle les bons de commande peuvent être émis. Elle est fixée à 12 mois, à compter de la notification du marché.

Le marché est reconductible de manière tacite 3 fois, pour une période de 12 mois par reconduction, soit une durée maximale de 48 mois.

Selon les dispositions de l'article R2112-4 du code de la commande publique, le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction.

Dans le cas où le marché ne serait pas reconduit, la notification de cette décision interviendra 1 mois avant la fin de la période de validité en cours.

La non reconduction du marché par le maître d'ouvrage peut en aucun cas donner lieu au versement d'indemnités.

Le titulaire du marché est strictement tenu au respect des délais d'exécution sur lesquels il s'est engagé dans son acte d'engagement, sous peine de se voir appliquer des pénalités de retard (cf article 9-2).

Les éléments relatifs aux cuisines à rénover, aux dates et aux délais d'exécution seront précisés dans les bons de commande qui valent ordre de service.

4-2-Modification du marché

Le marché prévoit que le contrat puisse être modifié, conformément aux articles R2194-1 à 10 du Code de la commande publique, après établissement d'une décision modificative de marché, signée par les deux parties, et notifiée au(x) titulaire(s) du(es) lot(s) concerné(s) par le maître d'ouvrage.

Article 5 – Modalités d'établissement des prix

5-1-Forme des prix

5-1-1-Fournitures, ouvrages ou travaux prévus au bordereau des prix :

Les prix du marché sont traités à prix forfaitaires, sur la base de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire et des quantités réellement exécutées.

La main d'œuvre sera facturée aux prix indiqués dans le dit bordereau et selon le nombre d'heures accomplies par catégorie d'intervenant.

Dans le cas de prestations sous-traitées, exécutées par un sous-traitant non désigné à la signature du marché, la décomposition des prix rémunérant ces prestations devra être remise au maître d'œuvre en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous traitance.

5-2-Contenu des prix

Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Les prix du titulaire sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux, que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage.

En cas de modification imprévisible de la législation ou réglementation applicables en cours d'exécution du marché ayant un impact sur les coûts, les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier de cette modification et le cas échéant formaliser par voie d'avenant la modification rendue nécessaire.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux définis au CCTP.

Les prix s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de la spécialité concernée, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

Le montant du marché comprend, outre les dépenses afférentes à la coordination des travaux, la marge du mandataire ou du titulaire pour défaillance éventuelle des cotraitants ou des sous-traitants chargés de l'exécution de ce marché.

5-3-Variation des prix

Les prix du marché sont révisables.

5-3-1-Mois d'établissement des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois appelé « mois zéro ». Ce mois zéro correspond au mois de remise des offres.

5-3-2-Modalités de variation des prix

Les prix unitaires sont fermes les 12 premiers mois d'exécution du marché, révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

Les prix de base sont actualisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$P(n) = P(o) [0,15 + 0,85 \times BT01(n)/BT01(o)]$$

dans laquelle :

- P(n) est le prix actualisé ;
- P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro.

L'index utilisé est le suivant (pour tous les lots) : BT01 – indice national du bâtiment tous corps d'état

- BT01(n) est l'indice du mot d'actualisation ;
- BT01(o) est l'indice correspond du mois zéro de remise des offres.

Le coefficient d'actualisation comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de 3 mois à la date de début d'exécution des prestations.

Il appartient au titulaire d'adresser à la Direction de la Commande Publique, 4 semaines avant la date anniversaire et par lettre recommandée, son bordereau des prix révisé.

Les différentes valeurs des indices devront impérativement mentionnées dans la demande de révision.

Article 6 – Modalités de règlement

6-1-Régime des paiements

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés en fonction des prestations réalisées sur la base du bon de commande et après constatation du service fait.

6-2-TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

6-3-Modalités de remise des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures seront effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique pourra la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Le SIRET du Crous ainsi que les codes service de facturation sont indiqués dans le document « sites du Crous + codes service de facturation ».

Information sur l'acheteur :

Nom : CROUS Grenoble Alpes

SIRET : 18380156200723

Codes service : joints au DCE

Le titulaire s'engage à utiliser le même numéro de SIRET pour le dépôt de ses factures sur Chorus Pro que celui figurant sur l'acte d'engagement ATTR1.

6-4-Contenu des demandes de paiement

Les factures électroniques porteront, outre les mentions légales ou réglementaires, les indications suivantes :

- la désignation du débiteur « CROUS GRENOBLE ALPES », son adresse ainsi que son n° de Siret ;
- le numéro du marché et le numéro de lot ;
- les nom, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro du compte bancaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le détail des produits livrés et/ou des prestations exécutées avec les prix correspondants ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la date de facturation ;
- le montant hors TVA ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant TTC ;
- les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Viendront en déduction :

- ▶ éventuellement, les pénalités immédiatement applicables et divers abattements résultant du chantier

6-5-Périodicité des paiements

Les paiements interviennent à l'issue de l'exécution des prestations stipulées dans le bon de commande.

Le paiement sera réalisé par mandat administratif au crédit du ou des compte(s) cité(s) dans l'acte d'engagement. En cas de changement de compte bancaire ou postal en cours d'exécution du marché, le titulaire s'engage à en informer la Direction de la Commande Publique du CROUS en recommandé avec accusé de réception, auquel sera joint le nouveau relevé d'identité bancaire.

6-6-Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire si l'attributaire est une entreprise individuelle ;
- au mandataire et à ses cotraitants dans le cas où l'attributaire est un groupement ;
- aux sous-traitants éventuels.

Les règlements des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct seront subordonnés à l'accord écrit et daté de l'entrepreneur, mandataire ou titulaire, pour le règlement de la somme considérée due au cotraitant ou au sous-traitant au titre du marché dans les conditions visées à l'article 13.5 du CCAG travaux et aux articles R2193-1 à 22 du Code de la commande publique.

En cas de cotraitance :

Dans le cas d'un groupement solidaire, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché (compte unique).

Lorsque le titulaire est un groupement conjoint, ses membres étant payés de manière individualisée, les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun.

En cas de sous-traitance :

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le membre du groupement ou le mandataire :

- joint au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par la maîtrise d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Si le cotraitant qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation,
- joint la copie des factures de ce sous-traitant acceptées ou rectifiées par ses soins.

6-7-Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande publique.

6-8-Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article R 2192-10 du Code de la Commande Publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses de révision et de pénalisation

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée ; les intérêts inférieurs à cinq (5) euros ne sont pas mandatés.

Lorsque le dépassement du délai de paiement n'est pas imputable à l'établissement, aucun intérêt moratoire n'est exigible.

Le taux des intérêts moratoires correspond au taux de refinancement de la BCE (Banque Centrale Européenne) augmenté de 8 points de pourcentage, auquel s'ajoute une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement.

6-9-Avance

6-9-1-Bénéficiaire de l'avance

Lorsque le marché est passé avec un contractant unique, avec des entrepreneurs groupés conjoints ou, éventuellement, avec des sous-traitants ayant droit au paiement direct, les dispositions réglementaires sont applicables à la fois aux travaux exécutés directement par le titulaire ou le mandataire et, à ceux exécutés par chaque cotraitant ou sous-traitant ayant droit au paiement direct.

Les modalités de détermination du montant des avances à verser au prestataire, aux cotraitants ou sous-traitants s'appliquent alors au montant TTC des travaux réalisés par le titulaire, par chacun des cotraitants conjoints ou chacun des sous-traitants ayant droit au paiement direct.

Le sous-traitant qui demande à bénéficier de l'avance est soumis à l'obligation de présenter, en contrepartie de l'avance qu'il demande, une garantie à première demande d'un montant équivalent à cette avance, dans les mêmes conditions que celles applicables à l'entrepreneur principal.

En cas d'agrément d'un sous-traitant en cours de chantier, si le titulaire, mandataire ou cotraitant du marché a perçu une avance, la part d'avance correspondant à la partie du marché sous-traitée sera prélevée, que le sous-traitant demande ou non une avance, sur les sommes qui lui sont dues sur la ou les demandes de paiement présentées après la date d'agrément du sous-traitant concerné.

Si les sommes restant dues au titulaire, mandataire ou cotraitant ne permettent pas, lors de la présentation de la demande d'agrément du sous-traitant concerné, le remboursement de l'avance sur la part du marché sous-traitée, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité soit de limiter la sous-traitance en conséquence, soit de refuser l'agrément du sous-traitant.

6-9-2-Modalités de règlement de l'avance

Sauf renoncement porté à l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Par application des articles R 2191-7 à 11 du Code de la commande publique, et conformément à l'article A.10.1 du CCAG Travaux, les modalités et conditions de versement de l'avance sont les suivantes :

- ▶ Le taux de l'avance est égal à 5,00% du montant initial toutes taxes comprises du marché. Ce taux est porté à 20,00 % lorsque le titulaire de l'accord-cadre ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ou un artisan au sens du I de l'article 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat ;
- ▶ Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix ;
- ▶ L'avance sera remboursée en une seule fois lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché.

6-10-Sûretés

Aucune retenue de garantie ne sera appliquée durant l'exécution du présent marché.

Article 7 – Conditions d'exécution des prestations

7-1-Bons de commande principaux

Les demandes de travaux (basé sur la DPGF) seront adressées sous forme de bons de commande, valant ordre de service de démarrage, et qui préciseront :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du marché,
- numéro et date du bon de commande
- le lieu précis d'exécution des travaux ;
- la nature et la description des ouvrages à réaliser ;
- la date de démarrage des travaux et le délai imparti pour l'exécution ;
- le montant H.T ;
- le montant de la T.V.A ;
- le noms des sous-traitants et les montants maximum correspondants pour les parties de la prestation dont la sous-traitance est acceptée ;

Les bons de commande pourront s'exécuter jusqu'à l'expiration de la durée de validité du marché.

7-2-Bons de commande ponctuel

Le titulaire du marché doit être en mesure d'effectuer, occasionnellement, des prestations complémentaires de même nature. Ces prestations à bons de commande pourront être demandées après l'établissement d'un devis (avec visite si besoin) proposé au Crous Grenoble Alpes.

7-3-Lieu et dates d'exécution

Les prestations doivent être effectuées aux lieux et jours indiqués sur chaque bon de commande.
- sur le maintien des chantiers durant les périodes de congés scolaires.

7-4-Intervenants

7-4-1-Maîtrise d'Ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est assurée par le Crous Grenoble Alpes. Elle sera représentée par l'Unité de Gestion pour laquelle les travaux sont exécutés, ou par la Direction du Patrimoine et des Projets Immobiliers (DPPI).

7-4-2-Maîtrise d'Œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par la maîtrise d'ouvrage, via l'Unité de Gestion pour laquelle les travaux sont exécutés, ou par la Direction du Patrimoine et des Projets Immobiliers (DPPI).

7-4-3-Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché ne sont pas soumis à l'avis d'un contrôleur technique.

7-4-4-Coordination Sécurité - Protection de la santé

Les travaux faisant l'objet du présent accord-cadre ne sont pas soumis à l'avis d'un Coordinateur en matière de Sécurité et Protection de la Santé (CSPS).

Les travaux qui pourront se dérouler en site occupé seront soumis à un plan de prévention.

7-5-Ordres de service

La notification de chaque bon de commande émis par le Crous Grenoble Alpes vaudra ordre de service.

7-6-Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG Travaux, il ne sera pas établi de registre de chantier.

7-7-Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution

En application de l'article 35 du CCAG Travaux, les dommages de toute nature, causés par le titulaire ou le personnel ou aux biens du maître d'ouvrage, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescriptions d'ordre de service.

Les dommages de toute nature, causés par le maître d'ouvrage, le personnel ou aux biens du titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du maître d'ouvrage.

7-8-Gestion des déchets

Conformément à l'article 36.1 du CCAG Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

7-9-Essais et contrôle des ouvrages

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG sont à la charge du titulaire.

7-10- Documents à fournir après exécution

Le titulaire remet au maître d'ouvrage, dans un délai de 1 mois suivant la date de notification de la décision de réception des travaux, les éléments du dossier des ouvrages exécutés (DOE).

Le défaut de remise du DOE entraîne l'application de pénalités conformément à l'article 9.2.7 du présent document.

Article 8 - Réception et garanties

8-1-Réception

Les travaux relatifs à chaque bon de commande feront l'objet d'une réception pour chacun de ces bons de commande, dans les conditions définies à l'article 41 du CCAG Travaux.

Si la réception est prononcée avec réserve, les entreprises bénéficieront, pour lever ces réserves, du délai mentionné dans le procès-verbal de réception. Passé ce délai, le maître de l'ouvrage aura le droit de faire procéder à l'exécution des dits travaux par l'entreprise de son choix, après mise en demeure demeurée infructueuse, aux frais et risques du titulaire défaillant. Cette mesure sera appliquée sans préjudice de la pénalité particulière stipulée à l'article 9.2.6 du présent document.

8-2-Garantie de parfait achèvement

C'est la garantie selon laquelle le titulaire est tenu à la réparation de tous les désordres signalés par le maître de l'ouvrage ou son représentant, soit au moyen des réserves mentionnées au Procès-Verbal de réception, soit par voie de notification écrite pour ceux révélés postérieurement à la réception.

Conformément aux dispositions de l'article 44.1 du CCAG Travaux, le délai de garantie de parfait achèvement est d'un an à compter de la date d'effet de la réception, sauf prolongation décidée comme il est précisé à l'article 44.2 du CCAG Travaux.

L'entrepreneur garantit notamment le maître d'ouvrage contre la mauvaise tenue des matériaux et fournitures mis en œuvre sur sa proposition et sous sa seule responsabilité.

Dans le cas où pendant le délai légal et le délai de garantie des matériaux la tenue de ces matériaux et fournitures ne serait pas satisfaisante, cette garantie engage l'entrepreneur à les remplacer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage.

Article 9 - Pénalités

9-1-Généralités

Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du C.C.A.G.-Travaux, les pénalités sont dues quel que soit leur montant.

Ces pénalités seront imputées, sous forme d'avoir, sur les paiements à venir dus au titulaire.

En cas de marché confié à un groupement, le mandataire devra indiquer à l'acheteur la répartition des pénalités entre les membres du groupement. A défaut de réponse dans un délai de 15 jours à la mise en demeure adressée par le maître d'ouvrage de lui indiquer cette répartition, la pénalité sera appliquée en totalité au mandataire du groupement.

9-2-Pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.4 du C.C.A.G Travaux, toutes les pénalités de retard sont encourues sans mise en demeure préalable du titulaire à présenter ses observations, sur simple constatation par le maître d'ouvrage.

Le montant des pénalités de retard déroge aux articles 19.2.2 et 19.2.3 du CCAG Travaux.

9-2-1- Retard dans l'exécution des prestations et travaux

L'entrepreneur subira, en cas de non-respect des délais de réalisation des travaux et/ou de la date limite d'achèvement des travaux, des pénalités journalières d'un montant de 100 euros par jour de retard, net de TVA. Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le pouvoir adjudicateur.

9-2-2-Absence de maîtrise des nuisances de chantier

Compte-tenu que les travaux seront majoritairement réalisés en site occupé, le maître d'ouvrage souhaite que les nuisances de chantier soient contrôlées.

En cas de nuisance constaté (présence de déchets inappropriés, évacuation de déchets dans des lieux non destinés à cet effet, nuisance sonore excessive, ...) le maître d'ouvrage appliquera une pénalité de 200 euros (net de TVA) par nuisance constatée.

9-2-3-Non-respect des règles d'intervention en sous-traitance

Aucune entreprise sous-traitante ne pourra intervenir sur le chantier avant notification de son acceptation et agrément (notification de la déclaration de sous-traitance) par le maître d'ouvrage.

Sera appliquée une pénalité de 2000 euros (net de TVA) par intervention constatée par le maître d'ouvrage d'une entreprise sous-traitante non agréée par le maître d'ouvrage.

9-2-4-Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le maître d'ouvrage applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Le maître d'ouvrage peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, dans les conditions prévues à l'article 50.2 du CCAG Travaux, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 50.3, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 50.1. Le maître d'ouvrage peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 50.4 du CCAG Travaux.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Article 10 - Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 55 du CCAG Travaux.

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Le tribunal compétent pour tout litige ou information relative aux procédures de recours concernant le présent marché est le :

Tribunal Administratif de Grenoble
2 Place de Verdun
BP 1135
38022 Grenoble
Tél : 04 76 42 90 00

Article 11 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du marché sont les suivantes :

- Dérogation à l'articles 4.1 du CCAG Travaux par l'article 3.1 du CCAP ;
- Dérogation à l'article 28.5 du CCAG Travaux par l'article 7.6 du CCAP ;
- Dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux par l'articles 9.1 du CCAP ;
- Dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux par l'article 9.2 du CCAP ;
- Dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux par l'article 9.2 du CCAP ;
- Dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux par l'article 9.2 du CCAP.